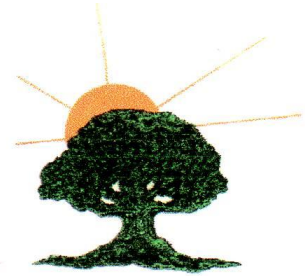




Union des Forces Démocratiques de Guinée



CIRCULAIRE No..... /UFDG/DN/13/07/2011

La Direction Nationale de L'UFDG
A

Tous les responsables des:

- **Fédérations;**
- **Sections et;**
- **Comités de base**

Objet : appel à la mobilisation contre les dérives dictatoriales du pouvoir

Mesdames et Messieurs,

Après de longues années de luttas et de lourds sacrifices, le peuple de Guinée s'est doté d'une Constitution et de Lois qui doivent régir le fonctionnement de la République. Ce sont ces Lois qui ont permis l'élection du Président de la République en novembre 2010.

Par respect pour la Constitution de la République et pour la sauvegarde de la paix et de l'unité nationale, le candidat de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG), El Hadj Cellou Dalein Diallo a accepté le verdict de la Cour Suprême en dépit des pertinents recours suffisamment documentés et des douloureux événements de Siguiri et de Kouroussa.

Depuis son investiture, le nouveau président prend des décisions en violation flagrante des Lois de la République alors que son parti avait pris une part active pour l'instauration de la démocratie et l'État de droit. Parmi ces violations, citons entre autres :

1. Le remplacement du Médiateur de la République en violation de l'article 129 de la Constitution qui stipule que : *le Médiateur est nommé pour un mandat de sept (7) ans;*

2. A peine nommé, le nouveau Médiateur de la République, viole la Constitution dans l'indifférence du président de la République alors que dans son Article 4, la Constitution dispose que: *la Loi punit quiconque par un acte de discrimination raciale, ethnique, religieuse, par un acte de propagande régionaliste, ou par tout autre acte qui porte atteinte à l'unité nationale, à la sécurité de l'État, à l'intégrité du territoire de la République ou au fonctionnement démocratique des institutions;*
3. La violente répression des militants et sympathisants de l'UFDG lors de l'accueil du Président Cellou Dalein Diallo le 3 avril 2011 en violation de l'article 10 de la Constitution qui *reconnait à tous les citoyens le droit de manifestation et de cortège;*
4. La dissolution des conseils communaux et communautaires en violation de l'Articles 80 du Code des Collectivités qui stipulent que *le Conseil d'une collectivité locale dont le tiers au moins des membres ont été reconnus coupables par le Tribunal d'avoir commis des crimes ou délits peut être dissous par décret sur proposition du Ministre chargé des collectivités locales.* Les Conseils dissouts n'ont jamais fait l'objet d'un jugement encore moins d'une condamnation par un tribunal;
5. Les violations répétées des domiciles de citoyens par des forces de défenses et de sécurité ainsi que de groupes de presses pourtant tous protégés par la Loi;
6. La mise sous tutelle de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) à travers une entente illégale signée par son président intérimaire contesté et le ministre de l'administration du territoire et de la décentralisation en violation de l'Article 2 de la Constitution et l'Article 2 du Code électoral;
7. La volonté de reprendre le recensement intégral des électeurs en vue de l'établissement d'un nouveau fichier alors que l'Article 19 du Code électoral stipule que: *les listes électorales sont permanentes. Elles font l'objet de révision annuelle. A titre transitoire, les premières élections présidentielles et législatives, depuis l'entrée en vigueur de la Constitution, se feront sur la base des listes électorales établies et révisées pendant l'année des dites élections.*

L'UFDG considère que l'objectif visé par la reprise du recensement est de manipuler le fichier pour garantir au RPG, la victoire à toutes les prochaines élections. Contrairement aux allégations du pouvoir pour justifier ce recensement, l'actuel fichier permet d'éditer et de distribuer des cartes d'identités, des permis de conduire, des passeports et de toute autre pièce d'état civil dont les citoyens ont besoin.

Par ailleurs, malgré toutes les promesses d'une vie meilleure, le pouvoir d'achat des populations s'érode de jour en jour; les fournitures d'eau et d'électricité n'ont jamais été aussi catastrophiques; les prix des denrées de première nécessité sont à leur plus haut niveau. Le retour aux cartes de ravitaillement d'un autre âge est envisagé.

L'insécurité revient à une allure inquiétante avec des assassinats ciblés et quasi quotidiens; un endoctrinement des populations à l'idéologie du parti état et une administration sous bottes. Ces manquements graves sont redevenus ce qu'ils étaient du temps de la première République.

Pour toutes ces raisons, l'UFDG et les partis qui partagent les mêmes valeurs, s'engagent à s'opposer catégoriquement à toutes ces dérives et aux violations répétées de la Constitutions et des Lois de la République.

Par conséquent, la Direction nationale de l'UFDG, interpelle les démocrates Guinéens et appelle ses militants et ses sympathisants, à une mobilisation totale pour barrer la route aux dérives dictatoriales et dangereuses du pouvoir.

Pour tous ces faits, la Direction nationale de l'UFDG invite les responsables à tous les niveaux à entreprendre la sensibilisation des militants et sympathisants du Parti pour les préparer à faire face à toutes les éventualités qui se présenteront à des moments opportuns. Vous devez leur dire d'être à l'écoute des directives qui viendraient de la Direction nationale du Parti.

La Direction nationale de l'UFDG vous félicite par avance de votre détermination pour préserver les acquis de notre grand Parti.

Vous souhaitant une bonne réception de la présente circulaire, nous vous prions de croire à l'expression de nos salutations militantes.

Pour la Direction Nationale de l'UFDG

BAH Oury